

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4479 - Jeudi 17 mai 2018 - Prix : 10 DA

Des actions de protestation à Adekar, Aokas, Oued-Ghir...

La colère citoyenne monte d'un cran à Béjaïa

Page 3

Travailler, sortir, se marier... vivre en Algérie

Migrants subsahariens ou l'apprentissage de l'intégration

Page 4

Donald Trump entre ses électeurs et ses alliés

Par Mohamed Habili

De Donald Trump on ne peut ne pas reconnaître qu'il s'est fait jusqu'à présent un devoir de faire ce qu'il a dit qu'il ferait pendant la campagne électorale. Dire qu'il a tenu ses promesses, ou du moins certaines d'entre elles, n'est pas dans son cas le langage le plus exact, du moment qu'il se comporte non pas comme quelqu'un qui a fait des promesses mais comme quelqu'un qui a pris des engagements vis-à-vis de ses électeurs. Un peu comme s'il avait passé un contrat avec eux, en vertu duquel ils lui donnent leurs voix, à charge pour lui d'appliquer ce qui a été convenu d'un commun accord. Le système dans lequel un élu s'en tient à une ligne convenue d'avance avec ses électeurs n'est pas en vigueur aux Etats-Unis, ni d'ailleurs nulle part dans le monde. C'est un régime politique où l'élu dispose d'un mandat qu'il est obligé d'appliquer à la lettre une fois aux responsabilités. S'il fait autre chose que ce qui a été convenu avec ses électeurs, ceux-ci sont en droit de le révoquer. Dans une démocratie vraie, c'est-à-dire idéale, qui comme telle n'existe nulle part, un mandat doit être impératif et révocable. C'est souvent le cas dans le courant d'une révolution, quand le pouvoir réel, celui de la rue, n'est que partiellement délégué à des représentants. Pourquoi Donald Trump met-il tant de soin à ne pas dévier de ses engagements? C'est d'une part parce qu'il est dans l'élection présidentielle d'après, celle qui aura lieu dans trois ans, et de l'autre parce que telles sont probablement ses convictions.

Suite en page 3

Flambée des prix, marque de fabrique du ramadhan

Les citoyens se plaignent mais achètent quand même



Photo: Soraya/J. A.

Malgré les prix trop chers des fruits et légumes ainsi que ceux des viandes dans les différents marchés de la capitale et dans le reste du pays, les citoyens se plaignent mais ressortent les couffins remplis, de crainte de voir les prix augmenter encore pendant le ramadhan. Et pourtant, l'expérience a montré qu'au bout de quatre à cinq jours, les prix baissent.

Lire page 2

Boulanouar de l'Association des commerçants et artisans se veut rassurant

«Pas de pénurie, ni augmentation des prix» pendant le ramadhan

Page 2

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih

La troupe Afro Cirkus s'invite à Alger

Page 13

Flambée des prix, marque de fabrique du ramadhan

Les citoyens se plaignent mais achètent quand même...

■ Malgré les prix trop chers des fruits et légumes ainsi que ceux des viandes dans les différents marchés de la capitale et dans le reste du pays, les citoyens se plaignent mais ressortent des marchés les couffins remplis, de crainte de voir les prix augmenter encore pendant le ramadhan. Et pourtant, l'expérience a montré qu'au bout de quatre à cinq jours, les prix baissent.

Par Thinhinene Khouchi

Depuis une semaine déjà, les prix des différents ingrédients nécessaires à la préparation des mets les plus consommés durant le mois de ramadhan sont en augmentation constante. Mais malgré cette cherté, les citoyens achètent quand même et ressortent des marchés de la capitale les couffins remplis à bloc. Certains citoyens rencontrés au marché expriment leur mécontentement et se plaignent de cette augmentation mais n'hésitent pas à acheter en grande quantité. Une dame rencontrée hier au marché Clauzel nous explique : « je suis obligée d'acheter en grande quantité car je ne pourrai pas faire mes courses pendant la semaine en plus les prix vont certainement augmenter avec l'arrivée du ramadhan alors je préfère acheter maintenant malgré les prix déjà trop chers » ce qui ne risque pas d'arriver car après cinq jours du ramadhan les prix vont baisser, comme à l'accoutumée. Tahar, un père de famille rencontré au marché de Bab El Oued où les prix sont réputés pour être inférieurs à ceux des autres marchés de la capitale a lui aussi déploré la hausse des prix de certains légumes tels que les courgettes, les carottes : « c'est vraiment cher, d'habitude la courgette est vendue au maximum à 60 DA, aujourd'hui elle est à 150 DA le kilo, c'est trop mais on est obligé car on ne peut pas faire une chorba ou une hirra sans les courgettes ». Même constat aux marchés Clauzel, Meissonier ou même à Ain Benian où les prix des fruits et légumes et surtout ceux des viandes ont considérablement augmenté et dans certains cas ont complètement doublé, avons-nous constaté dans ces marchés. Par exemple, au marché Clauzel, du côté des légumes, la pomme de terre est affichée à 70 DA le kilo, la tomate est vendue à 150 DA chez certains tandis que d'autres l'exhibent à 170 DA. Les oignons affichés à 65 DA il y a une semaine sont à 85 DA le kilo aujourd'hui. La courgette qui se vendait il y a quelques jours à 60 DA a vu son prix complètement doublé s'affichant désormais à 140 DA. Les carottes ainsi que le chou-fleur sont cédés entre 90 DA et 110 DA. La salade à 180 DA le kilo. Même augmentation dans les prix de certains fruits à l'image de la banane qui est proposée à 370 DA le kilo et les oranges à 190 DA. De son côté la fraise est affichée à 150 DA chez certains



Ph.E. Soraya/J.A.

marchands et 200 DA chez d'autres. Le prix de la pomme locale a lui aussi été retouché passant en quelques jours de 250 DA à 300 DA le kilo, l'abricot à 250 DA et les dattes très prisées et consommées par les Algériens durant le mois de ramadhan sont vendues à 600 DA. De son côté, le frik, essentiel à la réalisation de la chorba, est proposé dans plusieurs marchés de la capitale à 400 DA, des pois chiches vont de 360 DA à 400 DA

le kilo. Les prix des olives ont légèrement augmenté, ils vont de 300 DA le kilo à 350 DA. Même constat du côté des viandes, en effet, le prix de la viande blanche est passé de 350 DA/kg il y a juste une semaine à 480 DA. La viande ovine locale est proposée à 1 450 DA et la viande bovine à 1 700 DA. Cette hausse des prix demeure injustifiable car le ministre du Commerce, Saïd Djellab, et celui de l'Agriculture

n'ont pas cessé de rappeler durant la semaine passée que les fruits et légumes seront disponibles en quantités suffisantes et à des prix raisonnables durant le mois de ramadhan, vu l'abondance du produit agricole pour cette saison et l'ouverture de 159 marchés de proximité à l'occasion. Ces deux responsables ont indiqué que « les produits sont disponibles en quantités suffisantes et une hausse des prix sera injustifiée en ce mois

sacré », ajoutant que « les producteurs se sont engagés à assurer la marchandise à des prix raisonnables » et les inspecteurs du ministère du Commerce veilleront au respect de cet engagement sur le terrain.

Ils estiment, toutefois, que le consommateur demeure le principal acteur et insistent sur l'importance d'une consommation rationnelle, car la forte demande entraînera une hausse des prix. **T. K.**

Boulanouar de l'Association des commerçants et artisans se veut rassurant « Pas de pénurie, ni augmentation des prix » pendant le ramadhan

Tout en assurant que les produits alimentaires ne manqueront pas en ce mois de ramadhan, le président de l'Association des commerçants et artisans, estime que les Algériens vont consommer 10 millions de quintaux de fruits et légumes et plus de 80 000 tonnes de viandes durant la même période. Si on en croit Hadj Tahar Boulanouar, compte tenu du début des récoltes des produits agricoles de pleine saison il ne sera, en outre, observé aucune pénurie durant ce mois sacré et bien au-delà. Il considère aussi que la quantité des produits alimentaires stockée « est largement suffisante » pour parer à des ruptures d'approvisionnement inopportunes durant le mois de carême. Invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio algérienne, Boulanouar souligne que les dispositions prises par le ministère de l'Agriculture, celui du Commerce, les autorités locales et les associations professionnelles, tendent à assurer l'appro-

visionnement du marché, la stabilité des prix et à contrer toute manœuvre spéculative.

Pour lui, le mois sacré de cette année ne sera pas différent de celui de l'année précédente en matière d'abondance des produits alimentaires, a-t-il indiqué. Les produits alimentaires ne manqueront pas en ce mois de ramadhan. Et pour cause ! 10 millions de quintaux de fruits et légumes seront mis sur le marché durant le mois sacré. Ce qui représente pas moins de 850 grammes de denrées alimentaires par jour et par habitant ! « Il n'y aura pas de pénurie de produits alimentaires, notamment les fruits et légumes à l'occasion du mois de ramadhan », a, en effet, rassuré hier M. El-Hadj Tahar Boulanouar, lors de son passage sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale. « Cette année, le ramadhan coïncidera avec la saison des récoltes des fruits et légumes estivaux, ce qui éloigne toute crainte de pénurie ou de flambée des prix, crainte qu'ont connue

les Algériens pendant bien des années ». L'Invité de la rédaction de la Chaîne III souligne que les dispositions prises par le ministère de l'Agriculture, celui du Commerce, les autorités locales et les associations professionnelles, tendent à assurer l'approvisionnement du marché, la stabilité des prix et à contrer toute manœuvre spéculative. El-Hadj Tahar Boulanouar s'attend, donc, à une stabilité des prix durant le mois de jeûne. Commentant la hausse des prix de certains produits même avant le ramadhan, l'invité de la radio l'impute à la forte demande qui ce situe selon lui, entre 30 et 40%. « Cette demande influe directement sur les prix », explique-t-il, ajoutant : « On ne peut pas stabiliser les prix tant que la demande n'est pas stable ». Revenant à la persistance du phénomène de spéculation, il l'impute à l'absence de marchés de proximité et à un « déséquilibre du mode de consommation » qu'il explique par une instabilité de la deman-

de. D'après Boulanouar, ce sont les augmentations d'achat de produits alimentaires observées, comme chaque année, à la veille du mois de ramadhan qui, par contrecoup, provoquent la hausse de leurs coûts. Néanmoins, M. Boulanouar a appelé les citoyens à la nécessité de rationaliser leurs dépenses durant ce mois, pour éviter le gaspillage des denrées alimentaires ainsi que la hausse des prix.

Concernant le rôle néfaste joué par le marché informel, « un fléau social et économique », le représentant des commerçants et artisans l'accuse d'entretenir une concurrence déloyale, de bloquer les investissements et de faciliter l'écoulement de produits contrefaits ou périmés. Parmi les raisons encourageant la persistance des marchés informels, celui-ci met en avant le faible nombre de marchés de gros et de détail estimés actuellement à 1 700 alors qu'il en faudrait entre 2 500 et 3 000, « particulièrement ceux de proximité ». **Louiza Ait Ramdane**

Massacre à Ghaza

Erdogan à Israël et aux Etats-Unis : «L'Histoire ne vous pardonnera pas»

■ Au lendemain de la journée la plus meurtrière du conflit israélo-palestinien depuis la guerre de l'été 2014 dans l'enclave palestinienne, la communauté internationale est sous le choc.

Par Meriem Benchaouia

La répression a été violente, au moins 60 Palestiniens ont perdu la vie par des tirs à balles réelles de l'armée de l'Etat hébreu. Un bain de sang qui a suscité une succession de condamnations de la part de chefs d'Etat et de politiciens à travers le monde, dont le président Turc. En effet, Recep Tayyip Erdogan a adressé hier un message aux Etats-Unis et à Israël : «L'histoire ne vous pardonnera pas», rappelant que les résolutions de l'ONU prévoient le rejet de toute mesure visant à changer le statut d'El Qods, ont rapporté des médias. «L'histoire ne pardonnera pas aux Etats-Unis, ni Israël, nous le verrons (...) les résolutions de l'ONU prévoient le rejet de toute mesure visant à changer le statut d'El Qods, garanti par les accords internationaux», a affirmé le président turc, cité par l'agence de presse Anadolu. M. Erdogan qui avait qualifié lundi le massacre commis par l'occupant israélien contre les Palestiniens de «terrorisme d'Etat» et de «génocide», a exhorté la communauté internationale et l'ONU à «passer immédiatement à l'action et à mettre fin à la violence en Palestine» qui a fait, selon le dernier bilan, plus de 60 Palestiniens tués et plus de 2 700 autres blessés à la bande de Ghaza. Mardi, M. Erdogan a demandé à l'ambassadeur d'Israël à Ankara de quitter le pays «temporairement» pour protester contre la mort de dizaines de Palestiniens la veille sous les balles israéliennes dans la bande de Ghaza. Il a qualifié Israël d'«Etat d'apartheid» et accusé son Premier ministre Benjamin Netanyahu d'avoir «du sang palestinien sur ses mains». «Netanyahu est le Premier ministre d'un Etat d'apartheid qui occupe les terres d'un peuple sans défense depuis plus de 60



ans, en violation des résolutions de l'ONU. Il a du sang palestinien sur ses mains et ne peut couvrir ses crimes en attaquant la Turquie», a écrit M. Erdogan sur son compte Twitter.

Réunion «extraordinaire» de la Ligue arabe et du Conseil des droits de l'homme de l'ONU

Les ministres arabes des Affaires étrangères tiendront aujourd'hui au Caire une réunion «extraordinaire» qui portera sur l'agression israélienne contre le peuple palestinien, a annoncé hier l'organisation. Organisée à la demande de l'Arabie saoudite, la réunion d'aujourd'hui au siège de la Ligue arabe au Caire est également destinée à «faire face à l'agression israélienne contre le peuple palestinien et réagir à la décision illégale prise par les Etats-Unis de transférer leur ambassade à El Qods occupée», a déclaré Hossam Zaki, secrétaire général adjoint. M. Aboul

Gheit a condamné mardi les «massacres» d'Israël envers les Palestiniens. L'organisation panarabe a appelé la Cour pénale internationale (CPI) à lancer une enquête. De son côté, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU va se réunir spécialement vendredi pour examiner «la détérioration de la situation des droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés» où au moins 61 Palestiniens, dont 9 enfants, ont été tués par les tirs israéliens. «Le Conseil des droits de l'Homme va tenir une session spéciale consacrée à la détérioration des droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés», y compris El Qods-Est vendredi, a affirmé un porte-parole du Conseil dans un communiqué. Cette réunion va se tenir vendredi à partir de 08h00 GMT au Palais des Nations, siège des Nations unies à Genève. Pour l'organisation d'une session extraordinaire du Conseil, le soutien d'au moins un tiers des 47 membres, soit 16 membres, est nécessaire.

Quatre ambassadeurs palestiniens rappelés des pays de l'UE

Des ambassadeurs palestiniens dans quatre pays de l'Union européenne ayant envoyé des représentants pour la cérémonie d'ouverture de l'ambassade américaine à El Qods occupée ont été rappelés par l'Autorité palestinienne. Il s'agit de l'Autriche, la Hongrie, la République tchèque et la Roumanie, a indiqué le ministère palestinien des Affaires étrangères. Ces pays ont été représentés lors d'une cérémonie la veille pour l'inauguration de l'ambassade américaine. L'autorité palestinienne a suspendu les contacts avec les officiels américains depuis l'annonce du président Donald Trump, le 6 décembre, de sa décision de reconnaître El Qods comme capitale d'Israël.

Le pape «très préoccupé» par la «spirale de violence»

Le pape François s'est dit hier «très préoccupé» par «la spirale de la violence». «Je suis très préoccupé par l'escalade des tensions en Terre Sainte et au Moyen-Orient et par la spirale de violence qui éloigne toujours plus du chemin de la paix, du dialogue et des négociations», a lancé le pape à l'issue de sa traditionnelle audience générale du mercredi. «J'exprime ma grande douleur pour les morts et les blessés et je suis proche à travers la prière et l'affection de tous ceux qui souffrent», a ajouté le souverain pontife argentin. «Je réaffirme que l'usage de la violence n'a jamais amené à la paix. La guerre appelle la guerre, la violence appelle la violence», a martelé le pape, en invitant la communauté internationale à œuvrer pour «le dialogue, la justice et la paix». M. B.

Des actions de protestation à Adekar, Aokas, Oued-Ghir...

La colère citoyenne monte d'un cran à Béjaïa

Des dizaines de citoyens issus de la localité d'Aokas ont assiégé, hier, la mairie qu'ils ont tout simplement bloquée dans un coup de colère. Ces derniers exigent de se faire établir des permis de construire ainsi que l'application de la décision de la Cour suprême qui a débouté l'APC au sujet d'un recours sur la récupération d'un lotissement créé en 1997 et dont les protestataires avaient bénéficié de lopins de terrain pour construire des maisons. «Nous sommes 89 bénéficiaires à avoir bénéficié de lots de terrain à bâtir depuis 21 ans, et nous nous sommes battus contre l'APC pour qu'enfin une décision de justice soit rendue par la Cour suprême mais elle n'est, hélas, pas appliquée», déclare un protestataire sur la radio locale. «L'APC refuse toujours de nous délivrer des permis de construire, pire, elle tente

de freiner l'application de la décision de justice par un recours, sachant que la Cour suprême a déjà statué sur l'affaire et débouté la partie adverse», s'indigne-t-on. Le maire Mohamed Lagha, qui intervenait lui aussi à la radio, a justifié ce blocage et le nouveau recours introduit par le fait que l'APC veut récupérer ce terrain afin d'implanter des projets d'utilité publique car, explique-t-il, «la commune manque de foncier». «Ce dossier est lourd et les bénéficiaires doivent abandonner», dit-il. «J'invite ces gens à surseoir à leur revendication», a-t-il ajouté. A Adekar, des citoyens ont fermé à nouveau le siège de l'APC afin d'exiger l'application du code communal. Autrement dit, «la dissolution de cette APC». «Nous demandons la dissolution de l'APC qui est bloquée depuis plus de cinq mois», déclare un mécon-

tent. Les protestataires trouvent anormal que le maire ait convoqué deux assemblées seulement en cinq mois (une première le 6 décembre 2017 et une autre une semaine après). Les manifestants réclament également une enquête sur la gestion du dernier mandat, accusant le maire actuel, reconduit pour un nouveau mandat, d'avoir failli à sa mission lors du précédent. «Le maire n'a rien fait lors du mandat antérieur», déclare un citoyen sur la radio locale. A Mellala, dans la commune d'Oued-Ghir, une foule de citoyens s'est rassemblée, hier matin, devant le siège de leur APC pour s'opposer à un projet de réalisation d'une promotion immobilière dans leur village. «Cette nouvelle et énième action de protestation a pour but de stopper le phénomène de prolifération de promotions immobilières qui portent atteinte à l'aspect architectural du village situé dans une zone et mettre fin au désastre urbanistique», déclare un protestataire. «L'implantation d'immeubles de six étages ou plus va aggraver l'aspect architectural de la localité et ne manquera pas de créer à l'avenir beaucoup d'autres problèmes de viabilisation des réseaux divers», selon les villageois. Les mécontents dénoncent l'octroi de permis de construire aux promoteurs immobiliers. Les habitants ont saisi, dernièrement, le P/APW de Béjaïa afin d'intervenir et mettre un terme à l'attribution des permis de construire par l'APC d'Oued-Ghir à des promoteurs privés, justifiant leur opposition par le fait que la localité ne dispose pas d'infrastructures d'accompagnement comme les écoles, centre de santé, aires de jeu,

lières qui portent atteinte à l'aspect architectural du village situé dans une zone et mettre fin au désastre urbanistique», déclare un protestataire. «L'implantation d'immeubles de six étages ou plus va aggraver l'aspect architectural de la localité et ne manquera pas de créer à l'avenir beaucoup d'autres problèmes de viabilisation des réseaux divers», selon les villageois. Les mécontents dénoncent l'octroi de permis de construire aux promoteurs immobiliers. Les habitants ont saisi, dernièrement, le P/APW de Béjaïa afin d'intervenir et mettre un terme à l'attribution des permis de construire par l'APC d'Oued-Ghir à des promoteurs privés, justifiant leur opposition par le fait que la localité ne dispose pas d'infrastructures d'accompagnement comme les écoles, centre de santé, aires de jeu,

LA QUESTION DU JOUR

Donald Trump entre ses électeurs et ses alliés

Suite de la page une

Il n'y a pas chez lui en tout cas le cynisme bien ancré d'un politique professionnel au long parcours, un pur tacticien ou opportuniste qui ne fait rien sans consulter les augures. Il n'a pas le soutien inconditionnel d'un parti. Il s'est imposé au Parti républicain au cours des primaires. Mais il a eu des électeurs, qui l'ont porté au pouvoir, et sur lesquels il veut pouvoir compter la prochaine fois. Une partie importante de ses électeurs sont des chrétiens sionistes, qui ne lui auraient pas pardonné s'il n'avait pas déplacé l'ambassade américaine à Jérusalem. On aura remarqué qu'il ne se soucie pas trop de faisant d'être isolé sur la scène internationale. Et pour cause, ce n'est pas le monde qui l'a fait élire, mais des voix américaines puisées dans le courant conservateur. C'est avec elles qu'il doit se mettre en règle, s'il veut qu'elles lui renouvellent leur confiance le moment venu. Or ces électeurs conservateurs, qui ne sont pas seulement pro-sionistes, mais carrément sionistes, l'ont fait élire entre autres pour rapprocher dans le temps le retour du Christ en gloire, mais également pour faire en sorte qu'il n'y ait pas de nouvel engagement armé dans le Moyen-Orient, ni d'ailleurs nulle part dans le monde. Paradoxalement, ces fanatiques religieux, non moins extrémistes dans leur foi que nos intégristes, sont las de la guerre telle que leur pays en fait depuis plus d'un demi-siècle. Pour eux un bon président, outre bien sûr qu'un bon chrétien il doit hâter la fin de l'histoire, est tenu également de remettre l'économie américaine d'aplomb, quitte pour cela à employer les grands moyens, de les protéger de la concurrence autrement dit, mais tout en évitant de déclencher une guerre avec qui que ce soit. Si dans l'esprit de Trump un mandat est basé sur un deal passé avec les électeurs, s'il est donc dans la logique de quelqu'un qui se pense tenu par des engagements fermes, alors il n'est pas un va-t-en-guerre. Car ses électeurs ne le sont pas, comme en atteste sa campagne même. C'est du moins à cette conclusion provisoire qu'on aboutit quand on tient compte de ce que ce président américain n'a encore rien fait qui soit en contradiction avec sa campagne. Il n'en reste pas moins vrai que ce même président qui ne veut pas la guerre a des alliés qui eux en revanche l'appellent matin et soir de leurs vœux contre l'Iran. Mais est-ce eux qui l'ont fait élire ? M. H.

rués, trottoirs, assainissement, électrique... et ne dispose pas aussi de foncier public nécessaire pour l'extension du village.

Hocine Cherfa

Travailler, sortir, se marier...vivre en Algérie

Migrants subsahariens ou l'apprentissage de l'intégration

■ «En Algérie on est libre, on travaille et on est payé, comme tout le monde, sans discrimination», souligne Jérémy, migrant malien, arrivé illégalement à Alger il y a quelques mois.

Par Hacène B.

Jérémy, un migrant malien, arrivé illégalement à Alger, il y a près de 3 mois, s'est levé tôt le matin pour rejoindre son travail dans un chantier à Bouzaréah, sur les hauteurs de la capitale. Il s'agit d'une journée de travail ordinaire qui s'annonce pour lui, car, depuis son arrivée, il a eu à vérifier les facilités d'intégration dans cette société réputée pour ses valeurs d'accueil. Ce jeune homme de 26 ans fait partie de 30 000 migrants irréguliers maliens, selon les chiffres avancés fin mars dernier par un responsable du ministère de l'Intérieur. Il a aussi été indiqué que les migrants nigériens irréguliers dépassaient quant à eux les 20 000. Jérémy, maçon de métier, travaille chez un particulier, à Bouzaréah, et vit avec sa femme et ses deux enfants pas loin du lieu de son travail. «Je suis très satisfait. Socialement, ma situation s'est remarquablement améliorée. Avant on ne mangeait qu'une seule fois le jour, maintenant j'arrive à faire des économies et acheter des vêtements à mes enfants!» s'est-il réjoui. Il s'est dit aussi «reconnaissant» envers la société algérienne, qu'il trouve «hospitalière», et qui ne «stigmatise pas les hommes de couleur», contrairement à d'autres pays de la région, où l'esclavage, malgré son abolition officielle, «est toujours d'actualité». «En Algérie on est libre, on travaille et on est payé, comme tout le monde, sans discrimination», a-t-il souligné en substance. Coulibaly, autre migrant de nationalité nigérienne, entré il y a 4 ans de manière illégale en Algérie, a trouvé, quant à lui, un emploi dans la culture maraîchère dans les vergers de la Mitidja, banlieue d'Alger. Il avait auparavant



PHOTO: R.

en présageant un avenir meilleur, puisque, comme il le souligne, «la société algérienne les accueille favorablement».

Les Algériens hospitaliers «par naissance»

«L'Algérie a toujours accueilli favorablement les migrants subsahariens. L'Algérien est par naissance hospitalier et favorable à la coexistence avec d'autres communautés», a martelé ce sexagénaire, qui a réussi son intégration en occupant des postes de responsabilité, même au sein des institutions étatiques. Cette situation de paix et de coexistence, ajoute cet expert international des questions migratoires, est «un constat, que personne ne peut nier», en dépit de rares disputes, qui conduisent généralement à l'évacuation des migrants et leur rapatriement. Sur les plans politique et juridique, le décideur algérien selon le chercheur «a opté pour l'assimilation plutôt que l'intégration». Cette politique «aussi simpliste qu'elle soit», est selon lui d'«une exigence extrême». En effet, le chercheur explique que le migrant voulant obtenir la nationalité algérienne doit se marier avec une Algérienne. Par contre, pour «la politique d'intégration consistant à accepter les communautés étrangères», il faudrait mettre en place des dispositifs bien établis pour gérer une pluralité culturelle, a-t-il explicité. Il a noté au passage que le décideur algérien a su comment gérer les diversités régionales et leur pluralité culturelle, ce qui constitue «un succès» en matière de coexistence et de vivre ensemble. Cette expérience peut, selon lui, servir de base et de modèle pour une future politique d'intégration de migrants en Algérie.

H. B./APS

passé deux ans dans les oasis du Sahara algérien (Adrar), se formant au métier d'agriculteur. Interrogé sur les raisons de sa venue au Nord, Coulibaly a estimé que ce n'était qu'une question d'«emploi et d'horizon». «Ici à Alger, le boulot est disponible, notamment dans les champs et les chantiers de construction. Je pense que c'est une bonne chance pour gagner de l'argent».

Une main-d'œuvre de plus en plus indispensable

Les employeurs de Jérémy et Coulibaly, étaient, eux, d'accord pour considérer «indispensable» la main-d'œuvre subsaharienne au vu de la vacance enregistrée dans les domaines de l'agriculture et des travaux publics et de construction. «Heureusement qu'on a cette possibilité de recruter, même illégalement, ces

migrants, sinon les travaux resteraient à l'arrêt», a nuancé le propriétaire de la maison en construction. Ces domaines précités, quoique en plein essor au vu des mégaprojets lancés ces deux dernières décennies, souffrent d'un manque flagrant en matière de main-d'œuvre locale. Selon les observateurs, les Algériens s'orientent de plus en plus dans les secteurs industriel et des services. «Les migrants subsahariens, sont ici pour travailler, ce sont des migrants économiques, c'est seulement un petit pourcentage - de 5 à 10 % - qui a pour objectif de quitter l'Algérie pour l'Europe», a affirmé le docteur Musette Mohammed Saib, directeur de recherche au Centre de recherche en Economie appliquée pour le Développement (CREAD), à Bouzareah. Interrogé sur la voie que mènent les migrants irréguliers subsahariens en Algérie, le

D' Musette Mohammed Saib, lui-même ancien migrant mauricien naturalisé, a indiqué : «soit ils travaillent dans l'informel comme beaucoup d'Algériens, soit ils versent dans la mendicité». Concernant les femmes et les enfants subsahariens, le chercheur a déploré l'absence de chiffres précis relatifs à ces franges vulnérables. Selon des enquêtes, qu'il avait consultées, beaucoup de migrantes travaillent comme femmes de ménage chez les familles et les enfants des migrants sont, dans de la plupart des cas, scolarisés dans des centres de réadaptation relevant du ministère de la Solidarité nationale. Toutefois, on rencontre toujours dans la rue des femmes et des enfants sub-sahariens s'adonnant à la mendicité, une réalité, qui pousse les autorités à redoubler d'efforts pour contenir ce phénomène, a signalé le D' Musette, tout

Examens scolaires

Dispositif de la Protection civile pour la sécurisation

Un dispositif opérationnel, composé notamment de 40 000 agents d'intervention de la Protection civile, sera mis en place dans le cadre de la prévention et de la sécurisation des examens scolaires de fin d'année, a indiqué mercredi un communiqué de cette institution. Les services techniques de prévention de la direction

générale de la Protection civile ont effectué plusieurs visites de sécurité au niveau de l'ensemble des établissements scolaires et centre d'examen désignés pour abriter les examens scolaires, a précisé la même source. En plus des visites de prévention visant la sécurisation de ces lieux, un dispositif opérationnel sera mis en

place, composé de 40 000 agents d'intervention, tout grade et fonction confondus, et 2 111 ambulances et 1 363 engins d'incendie seront mis en place et dont le déploiement sera appelé à prendre en charge l'ensemble des préoccupations liées à la sécurité des élèves et du personnel d'encadrement, a ajouté la même

source. Le but de ces visites est de veiller à la conformité de l'ensemble des établissements scolaires et centre d'examen aux normes de sécurité et de garantir, de la sorte, la protection des utilisateurs, a expliqué la même source.

Safy T.

Inspection militaire

Le commandant des Forces navales inspecte la Corvette lance-missiles «Raïs Hassan Barbiar»

Le général major Haouli Mohamed Larbi, commandant des Forces navales a inspecté au niveau de l'Amirauté, la Corvette lance-missiles «Raïs Hassan Barbiar», après sa participation à l'exercice «Phoenix Express 18», au niveau du Bassin Est de la Méditerranée, a indiqué mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Le général major Haouli Mohamed

Larbi, commandant des Forces navales a procédé le 15 mai 2018 au niveau de l'Amirauté, à l'inspection de la Corvette lance-missiles «Raïs Hassan Barbiar», après sa participation du 29 avril au 11 mai 2018 à l'exécution de l'exercice «Phoenix Express 18», au niveau du Bassin Est de la Méditerranée», a précisé la même source. Organisé en trois étapes, cet exercice mul-

tinational englobe des opérations d'interdiction maritimes, des exercices de recherche et de sauvetage et vise à renforcer l'interaction navale dans les domaines du contrôle et de la sécurité maritimes, ainsi que l'échange d'expériences, a expliqué la même source. A noter qu'à travers cet exercice, le Commandement des Forces navales a engagé, pour sa premiè-

re mission à l'étranger, la Corvette lance-missiles «Raïs Hassan Barbiar», construite au niveau de l'Établissement de construction et de réparation navales de Mers-el-Kebir en 2e Région militaire, inaugurée en date du 08 août 2017, par le général de corps d'armée Vice-ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire.

Anis G.

Algérie-Russie

Guitouni évoque la coopération en énergie nucléaire avec le Dg de Rosatom

■ Le ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni, a rencontré, en marge des travaux du 10^e Forum international de l'énergie atomique (ATOMEXPO) qui se tient du 14 au 16 mai à Sochi (Russie), le directeur général de la société étatique russe de l'énergie nucléaire (Rosatom), Alexey Likhachev, avec qui il a évoqué la coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire, a indiqué le ministre dans un communiqué.

Par Salem K.

Les entretiens ont porté sur «l'état des relations de coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie nucléaire et ses utilisations énergétiques et non énergétiques à des fins pacifiques ainsi que sur les perspectives de leur développement», a précisé la même source. L'ATOMEXPO est un Forum international annuel de l'industrie nucléaire mondiale regroupant les dirigeants des grandes entreprises nucléaires, des agences gouvernementales, des représentants de gouvernements, d'organisations internationales (Agence internationale de l'énergie atomique, l'Agence de l'énergie nucléaire de l'OCDE et autres). Placé cette année sous le thème «partenariat mondial-succès commun», le Forum aborde les questions les plus actuelles de l'énergie nucléaires et de ses applications énergétiques et non énergétiques à des fins pacifiques. Pour rappel, l'Algérie prépare l'exploitation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques à travers son introduction parmi ses ressources énergétiques à l'horizon 2030-2050. Dans ce cadre, une loi devant encadrer les activités relatives à l'énergie



nucléaire en Algérie est en cours d'élaboration par le ministère de l'Énergie, selon de récentes déclarations du M. Guitouni. L'étape de préparation pour cette transition porte sur plusieurs niveaux, organisa-

tionnels, juridiques et de formation, selon le ministre qui avait cité, à ce propos, la création du Comena en 1996, la réalisation de deux réacteurs nucléaires destinés à la recherche et la formation à Draria

(Alger) et El Birine (Djelfa), la création de l'Institut algérien de formation en génie nucléaire en 2011 et du Centre national de formation et d'appui à la sécurité nucléaire en 2012. Le programme de développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques vise essentiellement à répondre aux besoins énergétiques de l'Algérie, outre ses usages techniques dans les domaines de la santé, de l'agriculture et des ressources en eau. «L'Algérie pense à son avenir. La demande croissante sur l'énergie a conduit l'Etat à initier un programme ambitieux en matière d'énergies renouvelables axé sur la diversification des sources d'énergie pour garantir l'avenir des générations futures. L'énergie nucléaire constitue, à ce titre, un choix stratégique pour notre pays», avait assuré le ministre. Afin de concrétiser ce programme, l'Algérie a signé plusieurs accords de coopération bilatérale portant sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, avec plusieurs pays, dont la Chine, l'Argentine, la France, les Etats-Unis et la Russie, outre une coopération multilatérale dans le cadre de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

S. K./APS

Préservation des ressources en eau

Deux conventions signées à Alger

Deux conventions de coopération ont été signées à Alger entre la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal), l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (Agire) et une entreprise privée en vue de préserver les ressources en eau et maîtriser les déchets industriels. La première convention a été signée entre la Seaal et l'Agire, alors que la deuxième entre la Direction des ressources en eau d'Alger, la Seaal et une entreprise privée, à l'effet d'échanger les données de protection des ressources en eau et mettre en place des mécanismes susceptibles de coordonner les efforts et, partant, la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la pollution industrielle qui menace la santé publique et l'environnement. Signées en marge d'une journée de sensibilisation sur «la maîtrise des déchets industriels» à l'Ecole supérieure d'hôtellerie d'Ain Benian, ces deux conventions visent à mettre sur pied et renforcer la coopération et à établir un partenariat

entre les gérants du secteur de gestion des ressources en eau et de l'environnement et entre les opérateurs industriels pour l'unification des efforts et une meilleure prise en charge des déchets industriels. Le directeur général de l'Agire, Deramchi Mohamed, a indiqué que la convention, une fois généralisée sur les différentes entreprises de l'Algérienne des eaux, œuvrera à la coordination des efforts entre la Seaal et l'Agire en vue de mettre une stratégie globale sur les mécanismes de gestion de l'utilisation d'eau à Alger et mobiliser tous les moyens pour une utilisation rationnelle d'eau et sa préservation de la pollution industrielle. Il a souligné que l'Agire a pour mission le suivi de la métrologie d'eaux usées par les établissements publics et privés qui comptent sur le réservoir d'eau souterraine. Pour sa part, le directeur général de Seaal, Brice Cabibel, a mis l'accent sur l'importance de la signature de ces conventions visant à coordonner les efforts collectifs des

opérateurs et mobiliser les moyens et expertises techniques pour mettre fin aux problèmes des liquides industriels toxiques que produisent certaines entreprises industrielles à Alger, et qui n'observent par la décision d'installation des stations de pré-traitement pour la préservation de l'environnement. L'action de coordination entre les différents partenaires de gestion des ressources en eau permettra l'unification du fichier des entreprises industrielles pour connaître l'entreprise qui traite ses eaux usées à Alger en déterminant la qualité de son activité et les déchets industriels qu'elle produit. De son côté, le directeur des ressources en eau de la wilaya d'Alger, Karim Boukercha, a évoqué les différents mesures prises par l'Etat tendant à prendre en charge le secteur des eaux, faisant état de la distribution quotidienne (24/24h) d'un million m3 et le traitement de 80% d'eaux usées à Alger à travers 3 stations de purification, à savoir Baraki, Réghaia et Beni Messous. Par

ailleurs, des éléments de la Police des eaux contrôlent toute forme de mauvais usage du réseau hydrographique, alors que certaines entreprises industrielles versent encore leurs substances liquides nocives dans les canalisations en dépit des mises en demeure. Il a indiqué que le taux de prise en charge des liquides industriels versés au niveau du littoral algérois avait enregistré une progression, ajoutant qu'il existe 71 plages autorisées à la baignade à Alger, 4 plages en état de pollution fermées attendant leur réouverture d'ici à l'année prochaine. Le directeur de l'Énergie et des Mines de la wilaya d'Alger, Hamou Benabdellah, a précisé que ladite wilaya disposait de 3 zones industrielles recensant 601 unités industrielles qui s'étendent sur 1 486 hectares, réparties sur l'est et l'ouest de la capitale. Benabdellah a indiqué que la Commission de wilaya multisectorielle en charge de la lutte contre la pollution industrielle, installée en mars 2014, avait

effectué, à ce jour, plus de 900 sorties sur le terrain ayant permis de recenser 173 unités industrielles polluantes, révélant que 18 mises en demeure ont été notifiées à 18 unités dont certaines se sont engagées à se doter de stations de traitement de déchets. Par ailleurs, le même responsable a affirmé que les 2 entreprises «Seaal» et «Naftal» s'étaient engagées à mettre à profit toute leur expertise en vue d'accompagner les entreprises concernées dans l'opération d'installation et de mise en service des stations d'épuration et de récupération des eaux polluantes. Il a précisé, en outre, que depuis 2014, 104 entreprises ont été dotées de stations d'épuration dont 49 unités entre 2015-2017, tandis que 10 stations sont en cours de réalisation et 57 autres en cours d'études. Par ailleurs, la rencontre a connu plusieurs interventions portant sur les aspects juridiques des déchets industriels et les méthodes de traitement des liquides industriels toxiques ainsi que leur impact sur l'environnement, à l'image d'une étude au niveau du lac pollué de Réghaia. Une délégation composée d'experts et de spécialistes en matière d'environnement a visité, également, la station d'épuration d'eaux usées de Beni Messous pour s'enquérir des efforts consentis par l'Etat visant à moderniser la gestion du secteur des ressources en eau.

R. E.

Assia D.

Allemagne

La croissance économique déçoit en début d'année

La croissance économique allemande a nettement ralenti entre janvier et mars après une année 2017 euphorique. Au premier trimestre, le produit intérieur brut de la première économie européenne a progressé de 0,3% par rapport au trimestre précédent, quand les économistes escomptaient 0,4%.

Ce chiffre marque un net coup de frein par rapport aux quatre trimestres de l'an dernier, qui avaient vu la production nationale augmenter de 0,9%, 0,6%, 0,7% puis 0,6%, poussant le gouvernement à relever à plusieurs reprises ses prévisions de croissance. L'office fédéral des statistiques Destatis

l'explique surtout par la «perte de dynamisme» du commerce extérieur, puisqu'«aussi bien les exportations que les importations ont reculé par rapport au trimestre précédent», dans une période houleuse marquée par les menaces de sanctions américaines contre l'acier et l'aluminium européens.

Les dépenses de l'Etat fédéral, limitées sur cette période à la gestion des affaires courantes en raison de longues négociations pour former une coalition, se sont par ailleurs repliées «pour la première fois depuis cinq ans et ont pesé sur la croissance», constate Destatis.

Souk Ahras/ Ain Dalia

Lancement des travaux de réhabilitation de la station de traitement des eaux

■ Les travaux de réhabilitation de la station de traitement et de pompage des eaux d'Ain Dalia (7 km à l'Est de Souk Ahras) ont été lancés au début du mois de mai en cours, a indiqué le directeur de la station.

Par Lyes B.

Mobilisant une enveloppe financière d'un milliard DA, l'opération permettra à l'unité de production de l'Algérienne des eaux (ADE) d'Ain Dalia de porter ses capacités de pompage, de 92 000 m³/jour actuellement, à 104 000 m³/jour, selon la même source qui a relevé que le barrage d'Ain Dalia alimente les wilayas de Souk Ahras, Tébessa et Oum El Bouaghi à raison de 30 000 m³ tous les 3 jours pour chaque wilaya. L'alimentation d'Oum El Bouaghi à partir de ce barrage devra cesser dès le début du mois du Ramadan et sera assurée à partir du nouveau barrage d'Ourkis (Oum El Bouaghi), dans le cas où l'installation de la station de traitement

de ce nouvel ouvrage est achevée, avait indiqué le secrétaire général du ministère des Ressources en eau, lors de sa visite en mars dernier à Souk Ahras. La mise en œuvre de cette mesure permettra de porter à 35 000 m³/jour les quantités d'eau réservées à l'approvisionnement de la wilaya de Souk Ahras. Parallèlement à cela, des travaux sont en cours pour réhabiliter une canalisation de transfert d'eau à partir de la station de Taoura, sur une distance de 6 km, conjointement menés par l'unité de production d'Ain Dalia et l'unité de distribution de l'ADE de Tébessa. Une étude concernant l'alimentation en eau des villes de Sedrata, M'daourouch, Bir Bouhouche et Zouabi à partir du barrage d'Ourkis (Oum El Bouaghi) sera, en outre, lancée



«prochainement», a-t-on indiqué. Le niveau d'eau du barrage d'Ain Dalia, d'une capacité de 76 millions m³ a atteint actuellement 14,142 millions m³ contre 5 millions m³ en janvier passé, selon M. Djerbellou qui a noté que dans le cadre du plan d'urgence visant à résoudre le problème du déficit en eau dans la wilaya, 17 forages ont été lancés dernièrement dans les communes de

Taoura, M'daourouch, Sedrata, Mechrouha et Souk Ahras, outre l'alimentation du chef-lieu à partir des forages artésiens de Taoura. Le déficit en approvisionnement en eau sera résorbé dans les communes frontalières de Heddada, Ouled Moumène, Khedara, Ain Zana et Ouled Driss où le ratio moyen journalier par habitant passera de 111 litres à 152 litres, selon la direction des

ressources en eau. La même source souligne, par ailleurs, que le taux de raccordement de la wilaya au réseau AEP est passé de 52 % en 1999 à 98 % actuellement, et celui du raccordement au réseau d'assainissement de 50 % à 96 % pour la même période, durant laquelle le ratio journalier par habitant a augmenté de 93 litres à 134 litres.

L. B./APS

M'sila Plus de 2 milliards DA pour le projet de dédoublement de la RN 60

UNE ENVELOPPE financière estimée à 2,550 milliards de dinars, dans le cadre du programme sectoriel de l'année 2019, a été réservée pour le projet de dédoublement de la route nationale (RN) 60 entre les wilayas de M'sila et Bordj Bou Arreridj, a indiqué le wali de M'sila, Hadj Mokdad. Lors d'une visite de travail et d'inspection dans les communes relevant de la daïra de Magra, le même responsable a précisé que ce projet constitue une préoccupation majeure des habitants de cette région vu son impact positif sur le développement d'une part et l'amélioration du trafic routier sur ce tronçon d'autre part. De son côté, le directeur des travaux publics (DTP), Djamel Bouhamed a déclaré que l'étude relative à la réalisation de ce projet a été réceptionnée, tandis que les travaux seront lancés «à la fin de l'année en cours». Le projet permettra de relier la wilaya de M'sila aux frontières administratives de la wilaya de Bordj Bou Arreridj sur une distance de 38 km et contribuera, a-t-il dit, à l'amélioration du trafic routier sur la RN 60, empruntée quotidiennement par plus de 16 000 véhicules dont 70 % de poids lourds. A signaler que les habitants de la commune de Hamam Dhalaa et ses environs avaient demandé à plusieurs reprises la réalisation du projet de dédoublement de la RN 60. R.R.

Biskra

Une production céréalière prévisionnelle d'environ 975 000 quintaux attendue

La campagne moisson-battage de la saison agricole 2017-2018 a été lancée à Biskra dans le périmètre Sarek, dans la commune de M'illi, où une production céréalière prévisionnelle avoisinant les 975 000 quintaux est attendue. Selon les informations fournies, au niveau de l'exploitation agricole des frères Chamekh, par les responsables du secteur, lors du lancement de l'opération, la production attendue en blé dur avoisinera les 511 000 qx, le blé tendre 190 000 qx, l'orge 269 000 qx et plus de 2 000 quintaux

d'avoine. Plus de 21 000 quintaux de graines dont 19 000 qx destinés à la production du blé dur seront, par ailleurs, réservés en prévision de la prochaine saison agricole, selon les explications fournies à cette occasion. Une surface d'environ 30 000 hectares a été emblavée au titre de l'actuelle saison agricole, a-t-on également souligné, précisant que sur cette superficie plus de 12 000 hectares ont été consacrés à la culture du blé dur et 5 500 hectares au blé tendre, alors qu'une superficie de plus de 11 000 hectares a été

réservée à la production de l'orge. Ces surfaces agricoles sont réparties à travers les périmètres des communes de Doucène, Zeriba, El Oued et Oumache, a-t-on précisé. Le wali de Biskra, Ahmed Keroum, qui a présidé la cérémonie de lancement de cette campagne a insisté sur l'importance de soutenir les efforts des agriculteurs pour permettre un rendement positif, réitérant l'engagement des services de la wilaya à promouvoir ce secteur.

Hocine A.

Bordj Bou Arreridj / Exploitation de terres agricoles

Octroi de près de 1 600 contrats de concession

Au total, 1 598 agriculteurs de la wilaya de Bordj Bou Arreridj ont bénéficié de contrats de concession pour l'exploitation de terres agricoles, a-t-on appris du directeur de l'Office national des terres agricoles (ONTA), Amar Bouziane. Ce quota de contrats de concession accordé fait partie d'un total de 1.637 dossiers de demandes approuvés, a indiqué le même responsable, ajoutant que parmi les requêtes déposées, seulement 39 d'entre

elles sont en cours de traitement par les services des Domaines. Le même responsable a précisé que «le traitement de 50 demandes ne répondant pas aux conditions d'éligibilité a été suspendu, et ce conformément à l'article 30 de la loi 10/03», soulignant que la superficie globale de ces terres octroyées a été estimée à plus de 245 000 hectares dont 186 600 à vocation agricole. L'opération d'attribution des

contrats de concession sera achevée «avant la fin de l'année en cours», et ce en application des instructions du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche visant la finalisation du processus de changement des anciens contrats administratifs d'exploitation de terres agricoles en contrats de concession. Ce décret ministériel a permis de faciliter aux agriculteurs l'exploitation des terres, y compris le droit à la copropriété, au

désistement au profit des ayants droit, le transfert du droit de concession suite à un décès, en plus du droit de retirer le contrat de concession pour non-respect des lois en vigueur. Il est à signaler que l'acquisition de contrats de concession pour l'exploitation de terres agricoles a constitué, ces dernières années, un problème pour les agriculteurs et a influé négativement sur le rendement agricole dans cette wilaya. T. Kh.

Tissemsilt

Un taux d'adhésion de 3% des agriculteurs à la CNMA

Le taux d'adhésion des agriculteurs à la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) n'a pas dépassé les 3 % à Tissemsilt depuis le début d'année dernière et jusqu'à fin avril dernier, a déclaré le directeur local de la CNMA. «Ce taux est très faible eu égard au nombre d'agriculteurs activant dans la wilaya estimé à 12 000 inscrits à la Chambre d'agriculture», a estimé M'hamed Mahia, en marge des portes ouvertes sur les mesures prises contre les dégâts occasionnés par les incendies des récoltes agricoles durant l'été.

Il a ajouté que la CNMA enregistre toujours un faible engagement sur les assurances agricoles en dépit des mesures incitatives et facilitations accordées dans ce domaine, signalant que 80 agriculteurs seulement activant en céréalière dans la wilaya ont souscrit une assurance sur leurs récoltes durant cette période outre l'assurance sur 600 tracteurs et 70 moissonneuses batteuses. Par ailleurs, le responsable a indiqué que la Caisse nationale de mutualité agricole recense chaque année une moyenne de cinq

accidents dans le secteur agricole, soulignant que les agriculteurs sinistrés dernièrement à cause des intempéries qu'a connus la région en avril dernier n'étaient pas assurés au niveau de la CNMA. Ces portes ouvertes organisées par la CNMA en collaboration avec la direction des services agricoles, l'Union de wilaya des paysans algériens, ont permis de fournir des explications sur le mode d'assurance sur les dégâts causés par les incendies de récoltes et d'indemnisation lors de catastrophes naturelles. L.I./APS

Situation des droits de l'homme au Maroc et au Sahara occidental occupé

Les eurodéputés expriment leurs «préoccupations»

■ La situation des droits de l'homme au Maroc et au Sahara occidental occupé inquiète les députés européens qui ont exprimé leurs «préoccupations» face aux «nombreuses violations» observées sur le terrain.

Par Sara H.

Lors d'un échange de vues avec le président du Conseil national marocain des droits de l'homme (CNDH), Driss El Yazami, au Parlement européen à Bruxelles, l'eurodéputée Miranda Ana s'est dit «très préoccupée» par les «violations graves» des droits des prisonniers politiques sahraouis, notamment ceux du groupe dit de Gdeim Izik et par les disparitions forcées de Sahraouis, dont de nouveaux cas ont été signalés récemment. Rappelant «les atteintes graves» aux droits fondamentaux de ces prisonniers sahraouis «confinés en cellule d'isolement», «maltraités» et «torturés», la députée européenne s'est demandée si le Maroc se déciderait un jour à respecter la convention de l'ONU contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Elle a dénoncé, à ce titre, «l'iniquité du procès» des prisonniers du groupe de Gdeim Izik et leur condamnation à des peines «très lourdes», déplorant le non respect de leurs droits fondamentaux. Miranda Ana a soulevé, dans ce contexte, le cas de Naâma Asfari, condamné à 30 ans et incarcéré depuis novembre 2010, dont l'épouse Claude Mangin s'est vu le 16 avril dernier refuser l'accès au territoire marocain. Selon cette eurodéputée, une lettre de parlementaires européens sera adressée prochainement au président français, Emmanuel Macron, pour l'interpeller sur la situation de cette ressortissante française qui a entamé le 18 avril dernier une grève de la faim illimitée pour obtenir la restauration de son droit de visite à son mari. Cette députée européenne a dénoncé, en outre, le refoulement, à plusieurs reprises, de parlementaires européens par les autorités marocaines qui leurs ont refusé l'accès au territoire sans motif. Abondant dans le même sens, l'eurodéputée Barbara Lochbihler a affirmé que la liberté de mouvement au Maroc est entravée, dénonçant les pressions exercées sur les ONG telles que le blocage de l'enregistrement de nouvelles associations ou l'expulsion des membres de certains d'entre-elles. Elle a cité, à ce propos, le cas des ONG Human Right Watch et Amnesty International. Cette eurodéputée soutient que «les libertés inscrites dans les textes de loi, ne sont pas garanties dans la pratique». La députée européenne Judith Sargentini en veut pour preuve l'interdiction faite aux journalistes et observateurs étrangers d'ac-



céder au Rif pour s'enquérir de la situation dans cette région du nord du Maroc. Elle a rappelé que l'eurodéputée Kati Piri a été empêchée dernièrement de se rendre sur place.

La situation dans le Rif est «sérieusement alarmante»

L'eurodéputée Marie-Christine Vergiat a relevé, pour sa part, la défaillance du système marocain par rapport aux droits socio-économiques, notamment dans le Rif qu'elle qualifie de «la région la plus pauvre du Maroc». «La situation ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui si les autorités marocaines avaient rempli leurs engagements en la matière», a-t-elle estimé. Evoquant la liberté d'expression au Maroc, cette députée européenne a affirmé qu'«il y a un vrai problème en la matière». Selon Vergiat, plus de 500

personnes dont 50 mineurs ont été arrêtées suite au mouvement de protestation dans le Rif et les protestataires sont accusés de «sécessionnisme et de terrorisme». Elle a déploré les peines de prisons «très lourdes» prononcées à l'encontre des protestataires arrêtés et l'arrestation d'un certain nombre de journalistes marocains et l'expulsion d'autres étrangers. Cette eurodéputée a appelé, d'ailleurs, à la «vigilance» par rapport à ce qui se passe actuellement au Rif, estimant que la situation est «sérieusement alarmante» et de nombreuses ONG sont «inquiètes» face à «la régression des droits, notamment en ce qui concerne la liberté d'expression». Marie-Christine Vergiat «veut bien croire» que des avancées ont été enregistrées dans le cadre juridique, mais elle estime que le respect des libertés et droits fondamentaux inscrits dans la Constitution ne sont pas garantis

dans la pratique. Cette eurodéputée a regretté, par ailleurs, l'attitude des autorités marocaines, affirmant qu'elle s'était «fait insulter» par ces dernières et par la presse officielle marocaine après la rencontre organisée au Parlement européen sur la situation au Rif. «Je trouve que c'est inadmissible de la part du gouvernement, d'autorités publiques de traiter ainsi une parlementaire européenne», s'est-elle indignée. Cette députée européenne affirme même avoir été «menacée de sanctions par le président du Parlement européen pour avoir organisé une réunion scissionniste». L'eurodéputé Ivo Vajgl a soulevé, pour sa part, le cas de la ressortissante française Claude Mangin, en grève de la faim depuis le 18 avril dernier pour réclamer son droit de visite à son mari, le Sahraoui Naama Asfari. Cet eurodéputé a interpellé le président du CNDH sur ce qu'il compte faire pour protéger

les droits de cette femme. Quant à l'eurodéputée Maria Arena, cette dernière a dénoncé les pressions exercées sur les associations de défense des droits des femmes qui souffrent de «restrictions» et a estimé qu'il y a un contraste entre le cadre juridique et la réalité sur le terrain. Le président de la sous-commission des droits de l'homme au Parlement européen, Antonio Panzeri, a affirmé, de son côté, qu'il compte adresser une lettre aux autorités marocaines sur les observations faites ce mardi par les eurodéputés et sur le cas de Claude Mangin. Il s'est dit, par ailleurs, favorable à la proposition de l'eurodéputée Marie-Christine Vergiat d'organiser un autre débat au Parlement européen avec les ONG de défense des droits de l'homme activant au Maroc et au Sahara occidental occupé. Ce débat devrait intervenir au cours du deuxième semestre 2018. S. H./APS

Tunisie

Une croissance économique de 2,5% pour la première fois depuis 2014

L'économie tunisienne a enregistré, pour la première fois depuis 2014, une croissance du PIB de 2,5% au premier trimestre 2018 par rapport à la même période de l'année écoulée, a révélé le ministre tunisien de l'Investissement, du Développement et de la Coopération internationale, Zied Laadhari, lors d'une conférence de presse dans la capitale, Tunis. Le bilan du premier trimestre fait état d'une croissance de 2,4% du côté des industries manufacturières contre une baisse en continue des industries non-manufacturières, soit de 5,3%. Les services commercialisés enregistrent une hausse de 3,3%, alors que le secteur agriculture-pêche a connu une croissance de 11,9%. Il s'agit d'une «réelle réanimation de notre économie nationale qui repose sur des paramètres vitaux dont l'agriculture, les services commercialisés ainsi que les industries manufacturières», a affirmé M. Laadhari. Parmi les principales raisons de la baisse observée auprès

des industries non-manufacturières, figure la chute de la production pétrolière et gazière de 2,4% par rapport au premier trimestre de 2017. A cette occasion, le ministre tunisien a annoncé une légère baisse du taux de chômage à 15,4%, contre 15,5% lors du dernier trimestre de 2017. La Tunisie compte ainsi environ 634 200 chômeurs parmi la population active. Concernant les chômeurs diplômés de l'enseignement supérieur, M. Laadhari a fait remarquer que le nombre a reculé à 260 000 sur le premier trimestre, contre 264 000 durant le dernier trimestre 2017, soit un taux de chômage de 29,3% contre 29,9%.

Arrestation d'un individu qui a attaqué au couteau une patrouille de sécurité

Un homme de 45 ans a été arrêté mardi à Tunis après avoir attaqué à coups de cou-

teau une patrouille de police à Tunis, sans faire de blessé, a indiqué le ministère tunisien de l'Intérieur. Dans un communiqué publié mardi, le ministère de l'Intérieur indique qu'«un individu âgé de 45 ans, de nationalité tunisienne, a été arrêté au moment où il tentait d'attaquer au couteau, une patrouille des unités d'intervention chargées de la protection des institutions publiques», affirmant qu'«aucun des membres de la sécurité, dont un capitaine de police, n'a été blessé». Le suspect, a été transféré à l'unité nationale de recherche dans les crimes terroristes et organisés à la Direction générale de la sécurité nationale pour déterminer le mobile de son acte, selon le texte. Des sites électroniques avaient relayé, dans la matinée, des informations selon lesquelles un capitaine de police a été la cible d'une tentative d'attaque au couteau à l'avenue de la Liberté, dans le centre-ville de Tunis.

R. M.

Groupe Renault

Nouvelle Dacia Sandero Stepway Privilège, une version suréquipée

Ph. > Ali Zidane/ A.



Page animée par Ali Zidane

Le Groupe Renault lance la Dacia Sandero Stepway Privilège, une nouvelle version suréquipée de ce modèle prisé par les automobilistes algériens, qui est désormais disponible auprès de l'ensemble des distributeurs

agréés de Dacia en Algérie, dans ses 2 motorisations : essence 1.6 MPI 80 CH et diesel 1.5 dCi 85 CH

En plus des nombreuses options intégrées à la Dacia Sandero Stepway Extrême, cette nouvelle version Privilège est proposée avec la caméra de

recul, la climatisation régulée ainsi que le pack Privilège.

Le pack Privilège est composé d'une sellerie spécifique grise et noire, d'un badge Privilège, de nouvelles jantes Flexwheel bi-ton «silver & noir brillant», de nouvelles coques de rétroviseurs «noir grand brillant» ainsi que de sur-tapis avant et arrière avec surpiques grises.

Cette nouvelle version est commercialisée dans l'ensemble des couleurs déjà disponibles sur le modèle, en plus de deux nouvelles teintes inédites «beige dune» et «gris Islande». Etant produite en Algérie et conformément à la réglementation, les clients peuvent recourir au crédit à la consommation pour faire son acquisition.

La finition essence 1.6 MPI 80 CH est proposée au prix de 1 709 000 DA et 1 899 000 DA pour le modèle diesel 1.5 dCi 85 CH.

Les équipements de la nouvelle Dacia Sandero Stepway Privilège

- ABS
- Airbags frontaux & latéraux
- Système de fixation ISOFIX pour siège enfant
- Limiteur et régulateur de vitesse
- Condamnation des portes en roulant
- Climatisation automatique NEW !
- Siège conducteur réglable en hauteur
- Eclairage du coffre
- Boîte à gants éclairée
- Nouvelle sellerie «black & white» NEW !
- Direction assistée
- Ordinateur de bord
- Sur-tapis avant et arrière avec surpiques grises NEW !
- Commandes au volant
- Clignotant impulsif
- Nouveau volant en cuir «Stepway» réglable en hauteur
- Caméra de recul
- Lève-vitres électriques avant et arrière
- Lève-vitres conducteur à impulsion et anti-pincement
- Badge «Privilège» NEW !
- Accoudoir avant intégré au siège conducteur
- Appuis-tête réglables en hauteur
- Ecran tactile 7" avec navigation GPS
- Banquette arrière rabattable 1/3 - 2/3
- Feux de jour à LED
- Projecteurs antibrouillard
- Nouvelles coques de rétroviseurs électriques «noir grand brillant» New !
- Jantes Flexwheel 16" Bi-ton «silver et noir brillant» NEW !
- Barres longitudinales avec tonalité «Dark Mat»

SEAT

Une progression de 21% en avril



300 véhicules). Au total, la marque a vendu 189 300 voitures dans le monde, soit 19,3% de plus qu'à la même période en 2017 (158 700). Au cours des quatre premiers mois de l'année, l'Allemagne,

l'Espagne et le Royaume-Uni ont été, avec l'Algérie, les quatre pays connaissant la croissance la plus rapide par rapport à la même période en 2017. L'Algérie a, en effet, été la clé de cette hausse, où 10 000 véhicules ont été livrés, soient 10 fois plus que la même période en 2017. Le vice-président des ventes et du marketing de Seat, Wayne Griffiths, a souligné qu'«en avril, nous avons maintenu un volume de ventes record. En Europe, nous progressons clairement au-dessus de la tendance du marché, et notre croissance au-delà

de l'Europe est encore plus forte grâce à la performance positive en Algérie. La stratégie de mondialisation de Seat donne déjà des résultats. De même, nous continuons d'innover avec de nouveaux projets tels que la plateforme eCommerce que nous avons mise en place pour lancer des ventes en Norvège. Ce projet servira d'incubateur pour développer des solutions pour le reste de nos marchés». L'Espagne, premier marché de Seat, a progressé de 15,9%. Au total, 39 200 voitures ont été vendues, suivies de l'Allemagne (35 300, +19,0%) et du Royaume-Uni (23 700, +13,8%). La France et l'Italie, deux marchés stratégiques pour Seat, ont également progressé

régulièrement pour atteindre respectivement 10 000 (+13,3%) et 8 400 véhicules (+17,5%). L'Autriche (7 800, +23,7%), la Suisse (4 000, +18,0%), la Belgique (3 900, +29,8%), le Portugal (3 500, +29,0%) et les Pays-Bas (3 300, +45,0%) poursuivent leur forte tendance haussière. En Europe de l'Est, les ventes de Seat ont progressé de 22,8% jusqu'à fin avril, avec un total de 12 700 véhicules livrés, grâce à la dynamique de pays tels que la République tchèque (3 100, +16,4%), la Slovaquie (1 800, +150,3%) et en Slovénie (1 000, +26,7%). En dehors de l'Europe, la croissance a été encore plus forte, Seat affichant une hausse de 24,8% pour un

total de 28 300 voitures, le Maroc (900 : +64,8%) et la Tunisie (700 : +19,2%). Les ventes favorisent la création d'emplois et augmentent les profits de Seat. D'un point de vue financier, l'augmentation des ventes et l'effet positif sur le mix dû au lancement de la nouvelle Arona ont porté le bénéfice d'exploitation de Seat à 85 millions d'euros au premier trimestre 2018, soit 51,4% de plus que sur la même période. 2017 (56 millions d'euros). En outre, le chiffre d'affaires de l'entreprise a atteint 2,782 milliards d'euros, soit 11,8% de plus qu'au cours des trois premiers mois de l'année dernière (2017 : 2,487 milliards d'euros).

Cima Motors-Hyundai

Des remises allant jusqu'à 500 000 DA

PSA-Opel Vers l'abandon du système connectivité OnStar au profit d'Opel Connect



Désormais, dans le giron de PSA, Opel abandonnera d'ici fin 2020 son service de connectivité OnStar au profit d'Opel Connect. Voilà une autre «conséquence» du rachat d'Opel par PSA l'an dernier. Dans le cadre de son nouveau plan stratégique «Pace !», qui doit lui permettre de retrouver la rentabilité d'ici à 2020, la

marque allemande va proposer les services de connectivité du groupe français en Europe. Elle abandonnera la technologie OnStar, héritée de General Motors, pour un nouveau service de connectivité embarqué baptisé Opel Connect. Celui-ci sera déployé à partir de 2019. L'un des premiers modèles à en bénéficier sera la prochaine génération de Corsa. Et d'ici 2024, tous les modèles à éclair (véhicules particuliers et utilitaires légers) en seront pourvus. OnStar ne sera lui plus proposé du tout d'ici la fin de l'année 2020.

A l'occasion du mois sacré du ramadhan, Cima Motors, distributeur exclusif de Hyundai et de l'usine TMC en Algérie, lance une promotion spéciale à partir du 10 mai 2018. Des remises exceptionnelles, allant jusqu'à 500 000 DA, sur l'ensemble de la gamme Hyundai, avec une livraison immédiate. Pour la petite citadine Hyundai I10 avec la boîte manuelle, une remise de plus de 19 millions de centimes est proposée, alors que pour les modèles en boîte automatique le concessionnaire offre des rabais allant entre 15 et 23 millions de centimes. La nouvelle I10 est dotée d'un bloc essence de 1.2 Ess 87 Ch. Pour le deuxième modèle la Hyundai I20, le client découvrira que le prix a baissé de près de 100 000 DA pour la finition 1.4 ess 100 ch BVM alors

que la toute nouvelle finition d'entrée de gamme, elle sera proposée avec le prix de 1 769 900 DA.

Pour Hyundai Accent RB Sedan et HB, un rabais de 100 000 DA sera notifié sur bon d'achat du véhicule roulant avec un moteur essence de 1.4 Ess 108 Ch. La plus grande remise à savoir 500 000 DA est celle des 4x4 des Hyundai Santa Fe et Tucson.

A cette occasion, Cima Motors lance la commercialisation de la nouvelle i30 (3^e génération) avec un bloc 1.6 MPI 130 Ch sous le



capot, qui vient de renforcer la gamme des véhicules particuliers Hyundai de l'usine Tahkout Manufacturing Company (TMC). Le nouveau modèle est affiché entre 2 299 900 DA pour la BVM/base et 2 979 900 DA pour la BVA toutes options. Cette offre est valable sur tout le réseau Cima Motors, et durant tout le mois de ramadhan 2018.



Afghanistan

Les talibans repoussés aux abords de Farah

■ L'armée afghane et les forces américaines ont repoussé les talibans aux abords de la capitale provinciale de Farah (ouest), dont ils tentaient depuis la veille de s'emparer, ont indiqué hier des responsables.

Par Rosa C.

«**L**es talibans ont été forcés de quitter la ville autour de minuit après l'arrivée de renforts de Herat et de Kandahar. Nous avons commencé à quadriller la ville», a déclaré un porte-parole du corps 207 de l'armée afghane, Aref Rezaee. Des forces de l'Otan sont présentes à l'aéroport de Farah en appui à l'armée afghane, a-t-il ajouté. «Les talibans ont été repoussés hors de la ville et ont positionné leurs forces aux alentours», a également déclaré à l'AFP un membre du conseil provincial, Dadullah Qani, hier depuis Farah. «Les combats ont été contenus pendant la nuit. Ils vont probablement s'intensifier aujourd'hui», a pour sa part indiqué un porte-parole de la mission de l'Otan en Afghanistan, le lieutenant-colonel Martin O'Donnell. Plusieurs frappes de drones ont été effectuées pendant la nuit, selon lui. «L'ennemi voulait piller

la banque, attaquer la prison, les quartiers généraux de la police et des renseignements et le bureau du gouverneur, mais ils ont échoué», a affirmé un porte-parole du ministère de l'Intérieur, Najib Danish. Différents bilans circulaient, d'autant plus difficiles à vérifier que les télécommunications et internet fonctionnaient mal. «De 5 à 10 civils ont été tués ou blessés», selon M. Danish, tandis que 15 membres des forces de sécurité ont perdu la vie. «Plus de 300 talibans ont été tués», a-t-il ajouté. Le gouverneur de Farah, Basir Salangi, a pour sa part fait état de 25 membres des forces de sécurité et quatre civils tués, ainsi que de 300 talibans «tués et blessés». Selon lui, «il n'y a plus de talibans dans la ville à présent. Quelques 2 000 talibans l'avaient attaquée depuis trois directions mais ils se sont heurtés à la résistance de nos braves soldats». Les combats s'éloignant, la vie reprenait progressivement



PH. > D. R.

dans Farah hier, même si certains habitants se disaient inquiets que des mines aient pu être posées en certains endroits. «Les gens sont effrayés mais heureux qu'il n'y ait plus de combats dans la ville. Je vois que des gens ont commencé à sortir vaquer à leurs affaires, mais les bâtiments officiels restent fermés», a témoigné Bilal, un employé local d'ONG. Jamila Amini, membre du conseil provincial, a noté elle aussi que «la situation retourne à la normale». «Mais nous entendons que certains talibans se cachent dans des maisons et l'on craint qu'ils

sortent et attaquent à nouveau une fois que les renforts seront partis», a-t-elle expliqué. Farah, frontalière de l'Iran, est une province reculée de l'Afghanistan, où la culture du pavot est répandue et qui a été le théâtre d'intenses combats ces dernières années. Les insurgés ont essayé à trois reprises de s'emparer de la capitale provinciale en 2017, selon le réseau d'analystes Afghanistan Analysts Network. Les insurgés islamistes tentent régulièrement de s'emparer de grandes villes du pays, comme Kunduz (nord), brièvement tombée entre leurs

maines en 2015. Cette nouvelle attaque intervient alors que les talibans ont récemment lancé leur offensive de printemps, multipliant les assauts contre les forces de sécurité afghanes, en un rejet tacite d'une récente offre de pourparlers de paix de la part du président Ashraf Ghani. Les forces afghanes, affaiblies par les pertes lors des combats et les désertions, peinent à repousser les talibans depuis le retrait de la majeure partie de la coalition internationale sous bannière de l'Otan fin 2014. R. C.



Points chauds

Retenue

Par Fouzia Mahmoudi

Si le pape Benoît XVI qui avait succédé après le très aimé Jean-Paul II avait marqué une rupture avec son prédécesseur en restant éloigné des sujets politiques internationaux et en se focalisant sur son rôle de guide religieux suprême des catholiques, son successeur, le pape François, lui, a rapidement renoué avec les habitudes du pape polonais, aujourd'hui canonisé. Le souverain pontife du Vatican a ainsi, comme il le fait très régulièrement, réagi sur l'actualité et s'est intéressé plus particulièrement aux terribles événements qui se déroulent au Proche-Orient. Il s'est dit hier «très préoccupé» par «la spirale de la violence» en Terre sainte, après le bain de sang lundi dans la bande de Gaza, où près de 60 manifestants palestiniens désarmés sont morts. «Je suis très préoccupé par l'escalade des tensions en Terre Sainte et au Moyen-Orient et par la spirale de violence qui éloigne toujours plus du chemin de la paix, du dialogue et des négociations», a lancé le pape à l'issue de sa traditionnelle audience générale d'hier. «J'exprime ma grande douleur pour les morts et les blessés et je suis proche à travers la prière et l'affection de tous ceux qui souffrent», a ajouté le pape argentin. «Je réaffirme que l'usage de la violence n'a jamais amené à la paix. La guerre appelle la guerre, la violence appelle la violence», a-t-il martelé, en invitant les parties concernées et la communauté internationale à œuvrer pour «le dialogue, la justice et la paix». Le pape a aussi adressé ses «vœux cordiaux» à la communauté musulmane à l'occasion du mois de ramadhan qui commence aujourd'hui, en espérant que «ce temps privilégié de prière et de jeûne aide à cheminer sur le chemin de Dieu et le chemin de la paix». «Nous n'apprenons jamais», avait gravement commenté auparavant le pape en saluant sur la place Saint-Pierre d'anciens combattants polonais de la bataille de Monte Cassino, théâtre, entre Rome et Naples, de bombardements meurtriers durant la Seconde Guerre mondiale. Les forces armées israéliennes ont tué lundi près de 60 manifestants palestiniens, et blessé 2 500 autres, le long de la frontière de Gaza. Ces protestations sont intervenues le jour de l'inauguration à Jérusalem de l'ambassade des États-Unis en Israël. Le pape François a réitéré à plusieurs reprises ces derniers mois son souhait d'un statu quo international pour Jérusalem et la reprise du dialogue entre Israéliens et Palestiniens pour une solution basée sur l'existence de deux États. Le chef de l'Église catholique a ainsi implicitement critiqué la décision du président américain Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. Mais les critiques justifiées du pape ne seront pas entendues, que ce soit par les Israéliens qui continuent leur boucherie sans avoir, visiblement, de compte à rendre à quiconque, ou les Américains qui avec leur politique irresponsable ont réussi l'exploit d'envenimer une situation qui semblait déjà être à son paroxysme. Et si les appels à la retenue vont continuer d'affluer dans les jours et semaines qui viennent, Israël va également, l'on s'en doute, continuer à les ignorer, préférant continuer à abattre des manifestants désarmés. F. M.

Corée du Nord

Pyongyang menace d'annuler le sommet avec Washington

La Corée du Nord a menacé hier d'annuler le sommet prévu le mois prochain entre Kim Jong Un et Donald Trump si Washington cherchait à l'acculer à renoncer unilatéralement à son arsenal nucléaire. Pyongyang a également annulé une rencontre de haut niveau avec la Corée du Sud pour protester contre des exercices militaires annuels en cours entre Séoul et Washington, qualifiés de «provocation». Il s'agit d'un retour frappant à la rhétorique traditionnelle de la Corée du Nord après des mois de rapprochement diplomatique sur la péninsule. «Si les États-Unis tentent de nous mettre au pied du mur pour nous forcer à un renoncement nucléaire unilatéral, nous ne serions plus intéressés par un tel dialogue», a déclaré le ministre adjoint des Affaires étrangères Kim Kye Gwan cité par l'agence officielle KCNA. Dans ce cas, a-t-il ajouté, Pyongyang «reconsidérerait» sa participation au sommet entre son dirigeant et le président américain prévu le 12 juin à Singapour. L'arsenal atomique nord-coréen devrait figurer en bonne place des discussions. Mais le Nord a soutenu pendant des années qu'il ne renoncerait jamais aux armes nucléaires. Washington exige «la dénucléari-

sation complète, vérifiable et irréversible» de la Corée du Nord. Mais pour l'heure, celle-ci n'a pas rendu publiques les concessions qu'elle propose, hormis des engagements envers la dénucléarisation de la «péninsule coréenne», une formule sujette à interprétation. «Pyongyang a clairement dit à maintes reprises que la condition préalable à la dénucléarisation est de mettre fin à la politique hostile envers la Corée du Nord, aux menaces nucléaires et au chantage des États-Unis», a poursuivi le ministre nord-coréen. Par le passé, Pyongyang a exigé le retrait des troupes américaines déployées au Sud pour protéger Séoul de son voisin, de même que la fin du parapluie nucléaire américain sur son allié. Le ministre a également tiré à boulets rouges sur le conseiller américain à la Sécurité nationale John Bolton, qui a évoqué le «modèle libyen» pour la dénucléarisation du Nord. Il s'agit d'une «tentative sinistre d'imposer à notre digne État le destin de la Libye et de l'Irak», a-t-il lancé. «Je ne peux réprimer mon indignation (...) et douter de la sincérité des États-Unis». Le Nord justifie de longue date ses armes nucléaires par la menace d'invasion américaine. Après avoir

renoncé à son programme atomique, le leader libyen Mouammar Khadafi avait été tué lors d'un soulèvement soutenu par des bombardements de l'OTAN. M. Kim a également balayé la proposition du secrétaire d'État américain Mike Pompeo – qui s'est rendu deux fois à Pyongyang – selon laquelle les États-Unis pourraient apporter une aide économique à la Corée du Nord, en échange de la dénucléarisation. «Nous n'avons jamais attendu l'aide américaine pour mener notre construction économique et nous ne concluons jamais un tel accord à l'avenir». Ces dernières semaines, outre un sommet rarissime avec le président sud-coréen Moon Jae-in dans la Zone démilitarisée (DMZ) qui divise la péninsule, Kim Jong Un a rencontré deux fois le président chinois Xi Jinping et annoncé qu'il détruirait la semaine prochaine son site d'essais nucléaires. Pour Joshua Pollock, de l'Institut Middlebury des études internationales, le Nord a été irrité par le ton «triomphaliste» de Washington. «Les Nord-Coréens sont mécontents de ce qu'ils voient et entendent. Il y a toujours un gouffre béant entre les attentes de Pyongyang et celles de Washington».



Opéra d'Alger Boualem-Bessaih

La troupe Afro Cirkus s'invite à Alger

■ La culture africaine dans toute sa diversité sera présentée aux Algérois durant le mois sacré. Il s'agit d'une série de spectacles de chant et de musique qui varient entre l'authenticité et la modernité. C'est à l'initiative de l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel que la troupe Afro Cirkus anime des soirées artistiques du 23 au 27 mai à l'Opéra d'Alger.



Par Abla Selles

Après une éclipse de quelque temps, l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) reprend ses activités culturelles et artistiques permettant au public algérois de découvrir des cultures différentes. Cet organisme assure aussi des échanges artistiques avec des pays des quatre coins du monde. D'ailleurs, depuis sa création, un grand nombre d'artistes universels ont animé des activités artistiques en Algérie. Ces dernières varient entre le dessin, la littérature, la musique, la danse et le cinéma.

Pour le mois sacré, l'AARC a pris l'initiative de mettre en valeur la culture africaine à travers une série de spectacles animés par la troupe Afro Cirkus. Prévu du 23 au 27 du mois de mai courant à l'Opéra d'Alger Boualem Bessaih, ce spectacle sera une occasion pour découvrir la richesse de la culture et de l'art africain dans toute sa dimension. Le public algérien est donc en rendez-vous avec le chant, la danse et les rythmes africains qui varient entre l'ancestral et le moderne.

Continent connu pour être le berceau de la vie mais aussi de la danse et du rythme, les membres de la troupe Afro Cirkus utilisent de l'acrobatie, de la contorsion et de la musique live jouée sur scène, avec Athmane Bendaoud, maître de la cérémonie, qui conte aussi le récit de l'Afrique. Chaque artiste est issu d'un pays ou d'une région différente de ce continent et apporte donc l'héritage de ses ancêtres au dialogue qu'est ce show, le tout sans manquer d'humour et d'autodérision. Il faut savoir que Cet événement est une production du «Cabaret Sauvage» à Paris, et le fruit d'un partenariat entre l'AARC, l'Opéra d'Alger, l'ONDA et l'ENTV.

A. S.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie Seen-Art (Delylbrahim, Alger)
Jusqu'au 17 mai :

Exposition «Hors Cases» des artistes El Meya, Bardi et l'Homme jaune.

Galerie d'Art Dar-EI-Kenz (Chéraga, Alger)
Jusqu'au 17 mai :

Exposition «Arc-en-ciel et bleu de Chine» de Souhila Belbahar.

Galerie Essou'Art
Jusqu'au 24 mai :

Exposition «Pacte avec la lumière» de Djahida Houadef.
Galerie d'Arts Aïcha-Haddad (84, rue Didouche Mourad, Alger)

Jusqu'au 19 mai :

Exposition de peinture de l'artiste Nabila Berdjane.

Journées nationales du conte populaire à Tissemsilt

Une grande affluence du public

Les séances animées par des conteurs enregistrent une affluence remarquable du public à la maison de la culture «Mouloud-Kacim-Nait-Belkacem» de Tissemsilt, à la faveur des premières journées nationales du conte populaire qui se poursuivent depuis trois jours.

Le conteur cheikh Smail de la wilaya de Saïda a présenté deux récits de «Bagrat Litama» (Vache des orphelins) et «Ma'a El mae» (Femme de l'eau) qui plongent l'auditoire dans le patrimoine oral véhiculant des enseignements éducatifs.

Pour sa part, le narrateur Fawzi Saadani de Béjaïa a, dans son conte «Amour légitime et authenticité», mis en exergue les traditions et coutumes de certaines régions du pays accordant une place d'honneur à la femme algérienne.

Ces spectacles ont été accompagnés par des lectures poétiques du melhoun par le doyen de la chanson bédouine cheikh Miloud El Fialari louant le Prophète (QSSL) et glorifiant des batailles dans l'Ouarsenis durant la guerre de Libération nationale.

Ces premières journées nationales du

conte populaire s'achèveront mardi soir à la maison de la culture avec des ateliers scientifiques sur le conte populaire et sa relation avec l'imaginaire de l'enfant avec la participation d'universitaires et de chercheurs du pays.

Cette manifestation, initiée par la maison de la culture en collaboration avec l'association de wilaya du patrimoine populaire «Wadaa» dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine, est marquée notamment par des «halqas de Meddah» au centre-ville.

M. K.

Prix Birgit Nilsson

La soprano suédoise Nina Stemme lauréate

Le prix Birgit Nilsson a été attribué à la soprano suédoise Nina Stemme, a annoncé mardi le jury. Interprète acclamée d'Isolde, rôle longtemps tenu par Birgit Nilsson et que Nina Stemme a repris au festival de Bayreuth, la lauréate de 55

ans, s'est aussi produit dans «Turandot» de Puccini et dans «Elektra» de Richard Strauss.

Elle a été nommée meilleure chanteuse d'opéra aux Opera Awards en 2013. «C'est un grand honneur pour moi d'être reconnue pour mon travail. Mais c'est

encore mieux d'être récompensée dans mon pays d'origine, par une organisation de renommée mondiale qui porte le nom d'une légende, mon idole Birgit Nilsson, et s'assure que son héritage survive à la patine du temps», a déclaré M^{me} Stemme à

l'annonce du prix. Le prix Birgit Nilsson, conçu par la cantatrice elle-même peu avant sa mort en 2005, est le plus richement doté du monde de la musique classique, selon le jury. Il est décerné tous les trois ou quatre ans. Nina Stemme succède au Philharmonique de Vienne, récompensé en 2014. Birgit Nilsson a tenu son rôle le plus célèbre dans son interprétation d'Isolde dans l'opéra «Tristan et Isolde» de Wagner, qui lui permit d'enflammer La Scala de Milan en 1956 et fit d'elle l'une des plus grandes sopranos wagnériennes du XX^e siècle. Le prix, qui a auparavant récompensé le chef d'orchestre italien Riccardo Muti et le ténor espagnol Plácido Domingo, sera remis le 11 octobre en présence du roi de Suède. Le jury est notamment composé de l'arrière-petite-fille de Richard Wagner, Eva Wagner-Pasquier, ancienne codirectrice du festival de Bayreuth et de l'ancien président du Philharmonique de Vienne, Clemens Hellsberg.

M. L.

Décès

L'écrivain américain Tom Wolfe est mort

L'ÉCRIVAIN AMÉRICAIN TOM WOLFE est mort lundi à New York à 88 ans, a confirmé mardi une porte-parole de son agente, Lynn Nesbit. Cet auteur d'une quinzaine d'essais et de romans, connu pour son costume crème, ses nœuds papillon et son look de dandy au chic démodé, est mort dans un hôpital de Manhattan où il avait été transporté pour une infection, a-t-elle précisé. «Nous sommes incroyablement attristés d'apprendre la mort de Tom Wolfe», a confirmé sa maison d'édition, Picador. «Il était l'un des grands et ses mots vivront à jamais». «Il était plus qu'une icône américaine, il avait une immense réputation littéraire à l'international. Et en même temps, il était l'une des personnes les plus modestes et les plus gentilles que j'ai connues. Je n'ai jamais eu un échange tendu avec lui pendant toutes les années où nous avons travaillé ensemble», a souligné M^{me} Nesbit, citée par le Wall Street Journal. Diplômé de l'université de Yale, Tom Wolfe débute dans le journalisme au Springfield Union, un journal du Massachusetts en 1956. Il rejoint ensuite le Washington Post, où il sera correspondant à La Havane et dans la capitale américaine. Avant de démissionner en 1962 et de déménager à New York, où il se lance dans les grands reportages qui feront sa réputation, jetant un regard précis et acerbe sur une Amérique en pleine ébullition, dans la lignée de Truman Capote, Hunter Thompson ou Joan Didion. «L'Étoffe des héros» (1979), un essai sur les pionniers de la conquête spatiale, est l'une de ses œuvres les plus célèbres, notamment grâce à son adaptation au cinéma par Philip Kaufman, qui remportera quatre Oscars en 1984. Mais c'est avec «Le Bûcher des vanités» (1987), qu'il trouve la consécration internationale : une description au scalpel de la ville de New York, ses tensions raciales, son fossé entre riches de Wall Street et pauvres du Bronx, le tout avec un humour à faire grincer des dents. Le roman, également porté à l'écran, se maintiendra un an sur la liste des best-sellers du New York Times. F. H.



Ligue 2 Mobilis (30^e journée)

Le CABBA accède, la JSMB rate le coche

LA 30^e et dernière journée du Championnat de Ligue 2 Mobilis de football, a rendu mardi ses derniers verdicts en offrant au CABBA Arréridj une accession miraculeuse parmi l'élite, tout en envoyant le CA Batna et le GS Mascara au purgatoire. Le CABBA sera donc l'heureux compagnon du MO Béjaïa et de l'AS Ain Milia, qui avaient rejoint avant cette ultime journée, en battant tout d'abord l'AS Chlef (1-0) sur une réalisation de Messaadia (24), puis restant à l'écoute de Tlemcen, où évoluait son principal concurrent la JSM Béjaïa, avec l'espoir d'un miracle, à savoir un faux pas du club de Yemma Gouraya. Finalement le miracle s'est produit avec le nul imposé par le WAT qui offre aux Bordjis une accession sur un plateau, au bénéfice d'une différence de buts particulièrement favorable avec une double victoire des «Criqueux» (aller 2-1 à Béjaïa, 2-0 à Bordj Bou Arréridj). Finalement, les Criqueux retournent en Ligue 1 quatre ans après l'avoir quittée lors de la saison 2013-2014. En revanche, les hommes de Mounir Zeghdoud ratent sur le fil une occasion unique d'accompagner en Ligue leurs voisins du MOB, sacrés champions de

Ligue 2 avant même leur match devant le MC Saïda (0-0). En bas du tableau, la bataille a fait rage pour désigner les deux relégués devant accompagner le CRB Ain-Farkoune dans l'enfer de la division inférieure (championnat amateur). Finalement, ce sont deux ex-pensionnaires de la Division nationale 1, le GS Mascara et le CA Batna qui seront les malheureux relégués. Pour le Gallia, l'ex-club de Lakhdar Belloumi, sacré champion d'Algérie en 1984, la descente aux enfers continue en dépit de sa victoire (inutile) sur le promu l'AS Ain Milia (3-2). L'espoir d'une défaite du MC El-Eulma ne s'est pas concrétisé, car les Eulmises se sont mis à l'abri en battant la JSM Skikda (2-1). L'ancien sétifien Ziaya a mis son équipe sur orbite avant que Laoufi ne la finalise en inscrivant le but du maintien. Pour le CAB, la défaite subie à Boussaâda (1-3) confirme la saison catastrophique du club des Aurés qui jouait il y a quelques années les premiers rôles en Nationale 1, et qui va retrouver la saison prochaine en division amateur (Groupe Est), l'autre ex-grand du football national le MSP Batna. Un derby des Aurés en vue à suivre.

Belgique

Courtrai signe Attal

L'EQUIPE DE KC Courtrai (Div.1 belge de football) a décidé de lever l'option d'achat du défenseur international algérien Youcef Attal (21 ans), prêté initialement pour une saison par le Paradou AC (Ligue 1/ Algérie), a annoncé ce mardi le club belge sur son compte Twitter. «Malgré une saison difficile avec des blessures assez graves Courtrai a décidé de lever l'option d'achat pour Youcef Attal», écrit le club belge. Le latéral droit algérien a signé un contrat qui court jusqu'en 2022. Les dirigeants du club sont tombés d'accord avec ceux du Paradou ainsi que le joueur, transféré

définitivement vers le club belge, engagé dans les play-offs qualificatifs pour l'Europa League. Le joueur issu de l'Académie JMG du Paradou, sélectionné à trois reprises avec l'équipe nationale, n'a disputé que 10 matchs dont 6 comme titulaire cette saison avec Courtrai et a délivré une passe décisive. Il n'est plus convoqué chez les Verts depuis le match disputé face à la Zambie à Constantine (défaite 1-0) le 5 septembre 2017, dans le cadre des qualifications de la Coupe du monde 2018 en Russie.

Organisation du CHAN-2022

Zetchi souhaite remporter la bataille

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, s'est dit, mardi à Sidi Bel Abbès, «confiant» quant aux capacités de l'Algérie, qui s'apprête à déposer sa candidature pour l'organisation du championnat d'Afrique des joueurs locaux (CHAN) édition 2022. «La commission ad hoc que nous venons d'installer au niveau de la FAF travaillera en étroite collaboration avec les ministères concernés, à l'image de ceux de l'Intérieur et de la Jeunesse et des Sports. Nous sommes d'ailleurs persuadés que les stades en cours de réalisation à Tizi Ouzou, Baraki et Oran, seront fin prêts pour accueillir cette compétition en 2022», a déclaré le patron du football algérien lors d'une conférence de presse ayant suivi les travaux du bureau fédéral. Zetchi a ajou-

té qu'il sera «très fier» si la commission compétente de la Confédération africaine de football venait à attribuer à l'Algérie cet honneur d'accueillir le CHAN, après que les pouvoirs publics en Algérie aient validé cette candidature, non sans s'engager à prétendre à l'avenir à l'organisation d'une phase finale de la Coupe d'Afrique des nations. Par ailleurs, le président de la FAF a annoncé la tenue, pour le 21 juin prochain, de l'assemblée générale électorale de la Ligue de football professionnel, gérée depuis janvier dernier par un directoire après le retrait de délégation de gestion à son ex-président, Mahfoud Kerbadj. Ce rendez-vous sera précédé le 26 mai en cours par le déroulement de l'assemblée constitutive de cette instance, a-t-il encore précisé.

Ligue des champions d'Afrique / (Phase de poules/ 2^e journée)

Le MCA se relance, l'ESS toujours en crise

■ Le Mouloudia d'Alger s'est relancé dans la course à la qualification aux quarts de finale de la Ligue des champions d'Afrique en battant la formation de l'Entente de Sétif, avant-hier soir au stade du 8-Mai 1945, dans un derby algérien lors de cette deuxième journée de la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique.



Le Doyen était plus entreprenant

Par Mahfoud M.

Le Doyen, qui avait été tenu en échec lors de la première journée par les Marocains d'El Djadida, était déterminé à remporter les trois points du succès pour se refaire une santé, surtout après avoir raté tous ses objectifs sur le plan local. Les gars de Bab El Oued ont dû leur salut à une réalisation de Karoui à la 88', qui a été suffisante pour prendre les trois points et remonter le classement. Les Vert et Rouge sont désormais à la deuxième place avec quatre points dans leur escarcelle. De son côté, l'Entente de Sétif, après cette défaite à domicile, s'enfonce de plus en plus et se trouve dans une véritable crise. Voulu se réconcilier avec les supporters, les Sétifiens se sont donnés à fond et ont tout tenté surtout après avoir encaissé ce but dans les derniers moments du match, mais n'ont pas pu revenir à la marque, à la décep-

tion des véritables fans de la formation des Hauts-Plateaux. Fermant la marche avec zéro point, l'Entente aura du mal à se relancer dans la course à la qualification au prochain tour, sachant qu'elle aura à effectuer des déplacements au Maroc en plus de son match retour face au MCA au stade du 5-Juillet. L'urgence pour l'heure au sein du club sétifien est de rendre cette

confiance aux joueurs et tenter de tout faire pour ramener le calme afin de travailler dans de meilleures conditions, surtout que la crise est profonde avec d'abord la démission de l'entraîneur Benchikha qui a été suivie de celle du président Hemmar qui affirme ne plus supporter les insultes à son égard.

M. M.

Déclarations :

Bernard Casoni (entraîneur du MC Alger) : «Remporter trois points à l'extérieur est un excellent résultat, surtout avec la défaite encaissée par l'équipe marocaine du Difaâ Hassani d'El Jadida contre le TP Mazembe. Cette victoire a été remportée grâce à la volonté des joueurs et au grand travail défensif et je peux dire que nous avons retrouvé ce soir notre niveau de jeu malgré la difficulté de la rencontre».

Malik Zergane (entraîneur de l'ES Sétif) : «Lorsque j'ai pris la responsabilité de la barre technique, l'équipe était déjà en difficulté, car on avait 12 joueurs blessés. Ce soir, les joueurs, qui ne sont pas totalement remis de leur blessure, ont donné 40% de leurs capacités et, malgré cela, on a réussi à dominer le jeu pendant la deuxième manche et tenté de remporter la victoire, mais en vain. Il nous reste encore quatre matchs à disputer et on va tout faire pour défendre nos chances de qualification au prochain tour, jusqu'à la dernière minute».

CSC-PAC en ouverture de la 30^e journée de la L1

Les Constantinois pour fêter le titre avec leurs fans

Le champion d'Algérie en titre, le CS Constantine, qui l'avait officiellement remporté lors de la précédente journée en venant à bout de l'USMB, jouera demain soir (22h30) son dernier match face au Paradou AC, au stade Hamlaoui de Constantine. Lors d'une soirée ramadhanesque, les poulains d'Amrani s'attelleront à fêter le titre avec les dizaines de milliers de «sanafirs» qui se déplaceront pour fêter cette consécration avec leurs jours. Après une saison harassante et de grands sacrifices

consentis, les gars de la ville aux ponts suspendus sont décidés à faire encore plaisir aux inconditionnels et terminer la saison avec un succès à domicile. Les coéquipiers du buteur Abid souhaitent montrer à tout le monde qu'ils méritent ce sacre et s'attelleront à sortir un grand match face au Paradou. Par ailleurs, on croit savoir que le coach Amrani ne pourra pas être sur le banc étant en partance vers l'Arabie saoudite où il accomplira la Omra. De son côté, le PAC, même s'il est libéré de toute

pression, car ayant assuré son maintien depuis longtemps, jouera ce match à fond pour prouver qu'il continue à jouer le jeu, lui qui avait démontré qu'il ne badine pas avec l'éthique surtout qu'il a réussi à battre l'O Médéa sur le score sans appel de (5/0), lors de la précédente journée. Les poulains de Nogués veulent continuer sur cette lancée, même s'ils savent qu'il leur sera difficile de battre le CSC chez lui.

M. M.

